

Dépêche No. 243 | 16 octobre 2018

## Les Gabonais décrivent le manque d'écoute et les performances des élus locaux et parlementaires

Dépêche No. 243, Afrobaromètre | Christian Wali Wali

### Résumé

Le Gabon a vécu de 1967 à 1990 sous le régime du parti unique. Mais en 1990, avec les évolutions politiques qu'ont connues les pays africains, les acteurs politiques gabonais se sont retrouvés lors de la conférence nationale qui a acté le passage à la démocratie et au multipartisme immédiat.

Depuis lors, le Gabon a tenu cinq élections présidentielles, cinq élections législatives, quatre élections locales (municipales et départementales), et autant d'élections sénatoriales.

L'année 2018 marque une situation particulière du processus démocratique au Gabon. En effet, alors que les élections législatives auraient dû se tenir en 2016, le gouvernement a, à deux reprises, sollicité leur report auprès de la Cour Constitutionnelle. Après deux reports, la cour a décidé de mettre fin au mandat des députés et contraint le gouvernement à démissionner. Ainsi, le 6 octobre 2018, se sont tenus pour la première fois les scrutins combinés de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et celle des conseils municipaux et départementaux.

Au finish, les Gabonais ont fait leur choix. Mais au-delà, il serait judicieux pour les élus de prendre en compte l'avis et la perception de leurs mandants afin de satisfaire à leurs attentes et de réaliser par conséquent de meilleures performances.

D'après la plus récente enquête d'Afrobaromètre, les députés et les élus locaux ne sont pas à l'écoute des Gabonais et ne sont pas non plus performants. De plus, la majorité des citoyens pensent que certains ou tous ces mandataires sont impliqués dans les affaires de corruption, et la moitié ne leur font « pas du tout confiance ».

### L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 s'achèvent en 2018. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Gabon, dirigé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Une enquête précédente a été menée au Gabon en 2015.

### Résultats clés

- Peu de Gabonais vont vers leurs élus pour partager leurs avis ou leurs préoccupations: Près de neuf répondants sur 10 déclarent n'avoir jamais rencontré

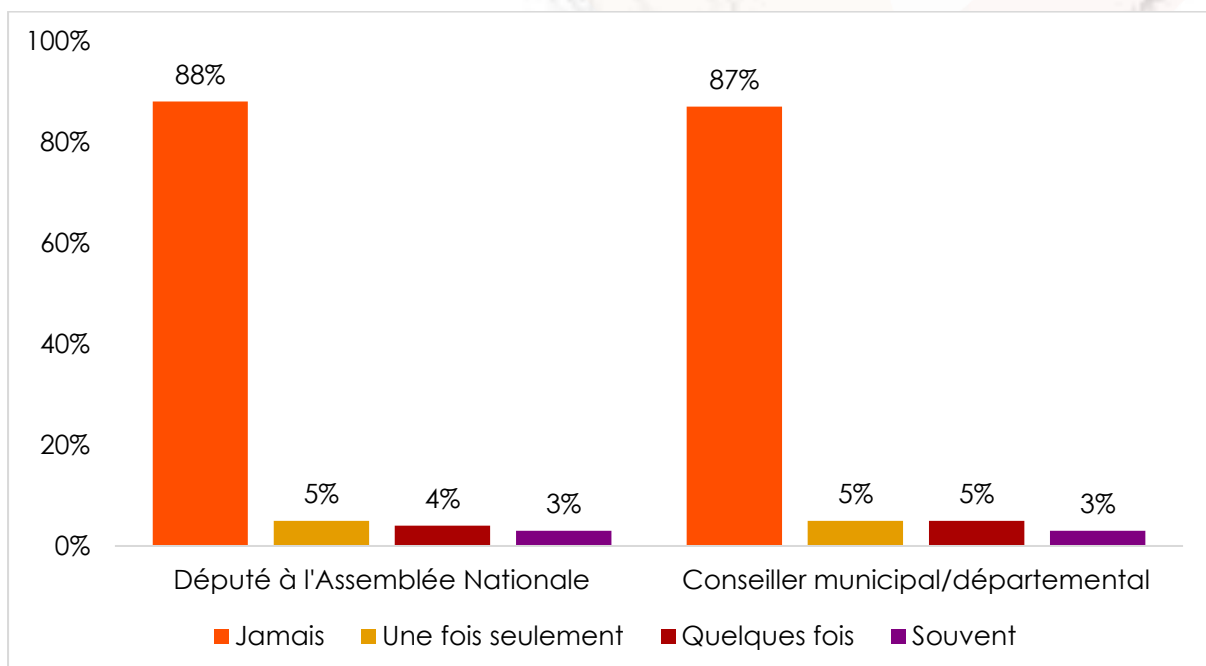
un député (88%) ou un conseiller municipal ou départemental (87%) pendant les 12 mois précédant l'enquête.

- Seulement un Gabonais sur cinq affirme faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance envers le Parlement (20%) et les conseils municipaux et départementaux (19%). La moitié ne leur font « pas du tout » confiance.
- De larges majorités de Gabonais affirment que « la plupart » ou « tous » les députés (71%) et des conseillers municipaux ou départementaux (64%) sont impliqués dans les affaires de corruption. Presque tout le reste des citoyens pensent que « certains » d'entre ces élus sont corrompus.
- Par ailleurs, six Gabonais sur 10 estiment que les députés (59%) et les conseillers municipaux et départementaux (58%) ne sont « jamais » à l'écoute de leurs électeurs.
- Très largement, les Gabonais jugent négativement la performance de leurs députés (79%), conseillers municipaux et départementaux (76%), et maires et présidents de conseil départemental (71%).

### Contact avec les députés et les élus locaux

Avant d'apprécier le jugement que les Gabonais ont de leurs élus, Afrobaromètre a demandé aux répondants combien de fois, au cours des 12 mois d'avant l'enquête, ils avaient contacté un député et un conseiller municipal ou départemental pour discuter d'un problème ou pour échanger d'avis. De manière générale, les Gabonais ne vont pas vers leurs élus. En effet, un répondant sur huit affirme avoir été en contact avec un député (12%) ou un conseiller municipal/départemental (13%), tandis que presque neuf citoyens sur 10 n'ont pas été en contact avec un de ces élus (Figure 1).

**Figure 1: Contact avec un député et un conseiller municipal/départemental**  
 | Gabon | 2017

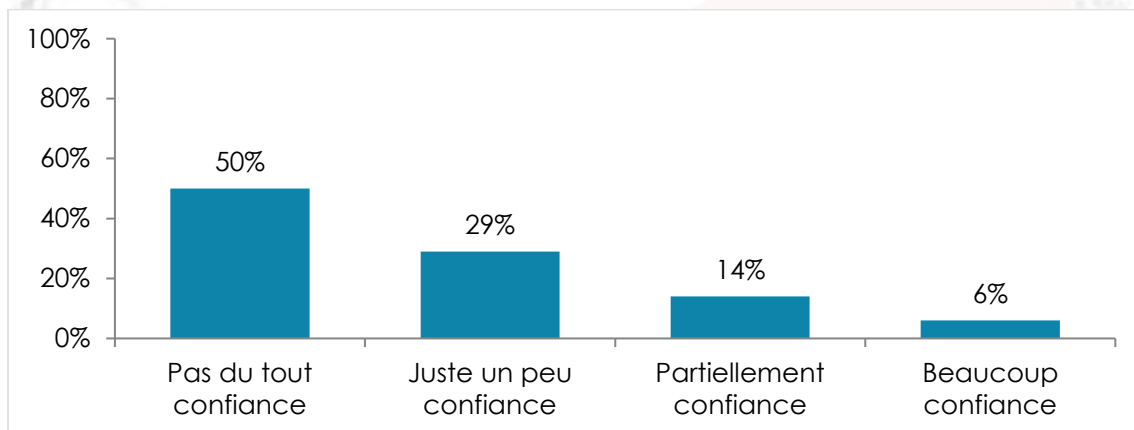


**Questions posées aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées: Un conseiller municipal ou départemental? Un député du Parlement?

## Confiance envers le Parlement et le conseil

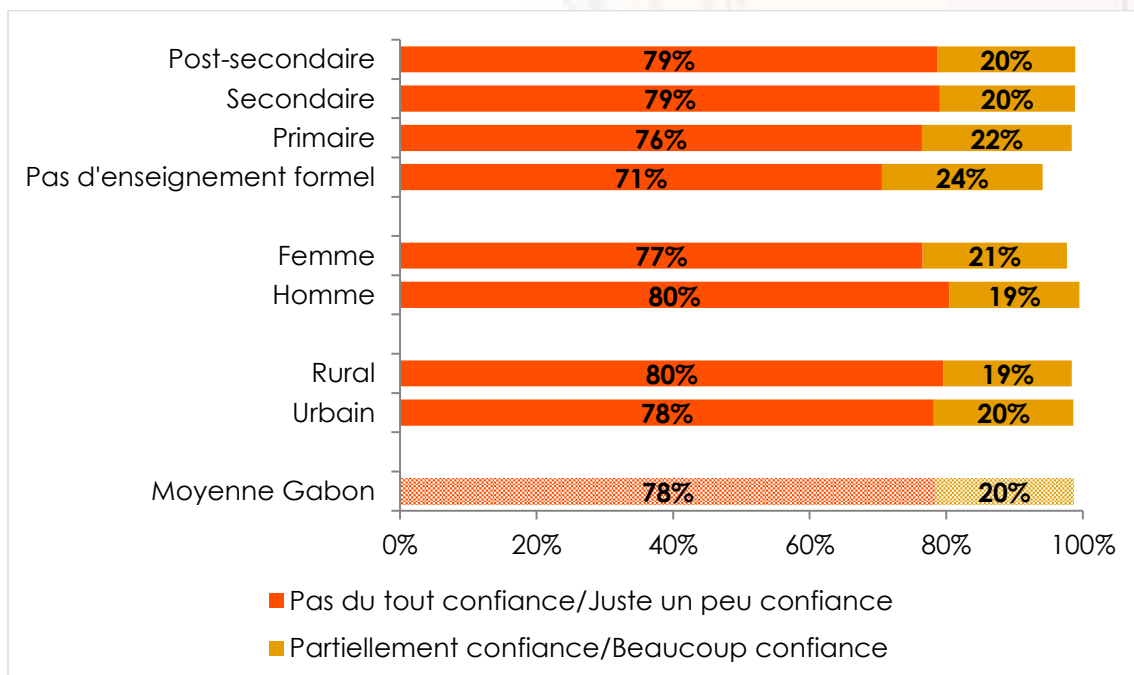
Après près de trois décennies d'élections multipartites, il n'y a qu'un Gabonais sur cinq (20%) qui fait « partiellement » (14%) ou « beaucoup » (6%) confiance au Parlement, tandis que la moitié (50%) de la population déclarent ne « pas du tout » faire confiance à cette institution (Figure 2). Il n'y a pas de différence palpable entre les hommes et les femmes, ni entre les urbains et les ruraux, en ce qui concerne leur confiance au Parlement. Les moins instruits sont juste un peu plus enclins de faire confiance à leurs représentants (24%) que ceux du niveau secondaire ou plus (20%) (Figure 3).

**Figure 2: Confiance envers le Parlement | Gabon | 2017**



**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Le Parlement?

**Figure 3: Confiance envers le Parlement | par milieu de résidence, sexe, et niveau d'instruction | Gabon | 2017**

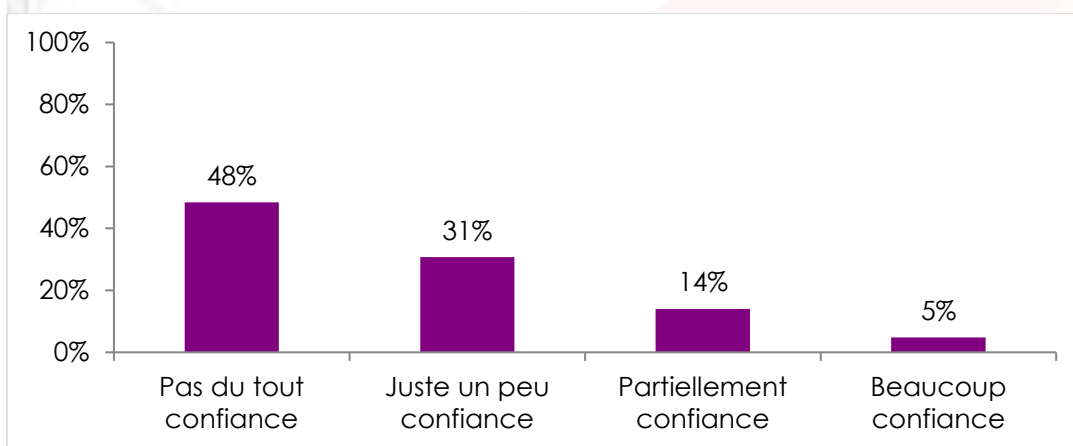


**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Le Parlement?

Les proportions sont presque identiques quant au conseil municipal ou départemental: 48% des répondants affirment faire « pas du tout » confiance, et 31% « juste un peu » confiance, à leurs élus locaux (Figure 4). Seulement un Gabonais sur cinq leur font « partiellement » (14%) ou « beaucoup » (5%) confiance.

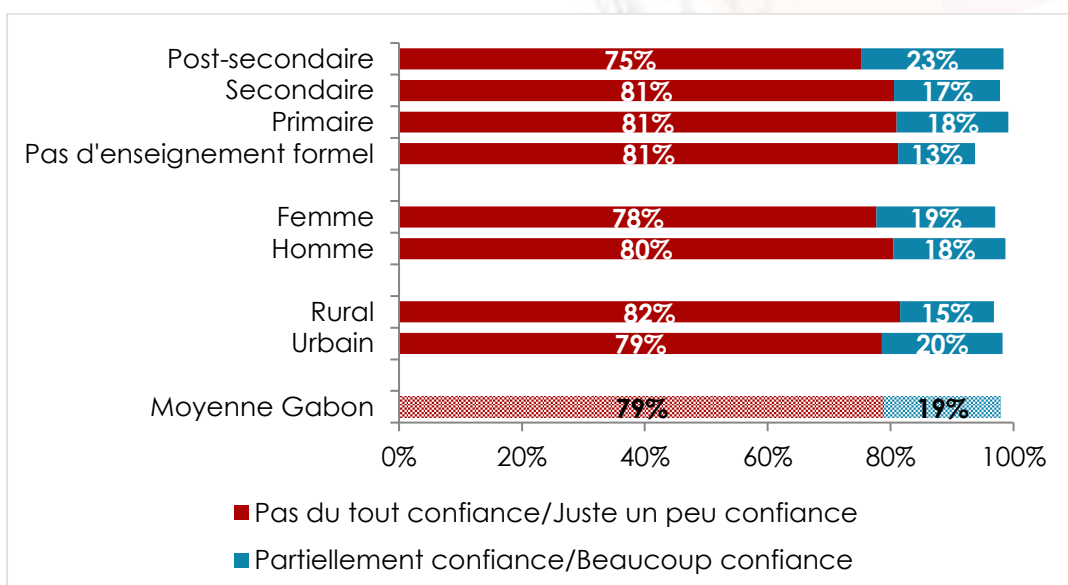
Parmi ceux qui déclarent faire « pas du tout » ou « juste un peu » confiance à leur conseil municipal ou départemental, les Gabonais vivant en milieu rural (82%) sont légèrement plus acerbes que ceux des milieux urbains (79%), de même que les moins instruits (81%) doutent beaucoup de leurs élus locaux par rapport à ceux avec le niveau post-secondaire (75%). En revanche, on n'observe aucune différence majeure dans l'appréciation des hommes et des femmes (Figure 5).

**Figure 4: Confiance envers le conseil municipal ou départemental | Gabon | 2017**



**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Votre conseil municipal ou départemental?

**Figure 5: Confiance envers le conseil municipal ou départemental | par milieu de résidence, sexe, et niveau d'instruction | Gabon | 2017**

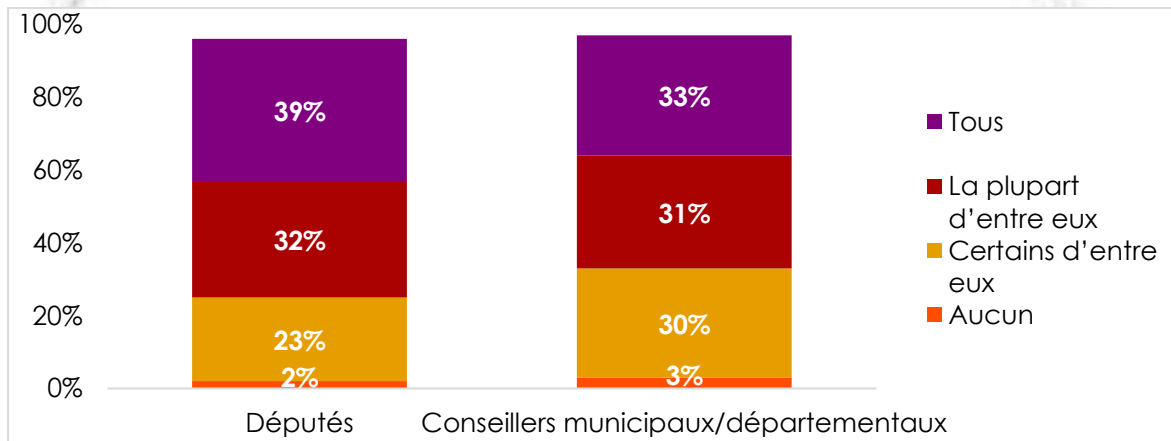


**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Votre conseil municipal ou départemental?

### Perception de la corruption

S'agissant de la corruption, la perception globale envers les élus est globalement négative. Les données d'Afrobaromètre montrent qu'une forte majorité de Gabonais affirment que « la plupart » ou « tous » les députés (71%) et les conseillers municipaux ou départementaux (64%) sont impliqués dans les affaires de corruption. Presque tout le reste des citoyens pensent que « certains » d'entre ces élus sont corrompus (Figure 6).

**Figure 6: Perception de l'implication des députés et des élus locaux dans la corruption | Gabon | 2017**

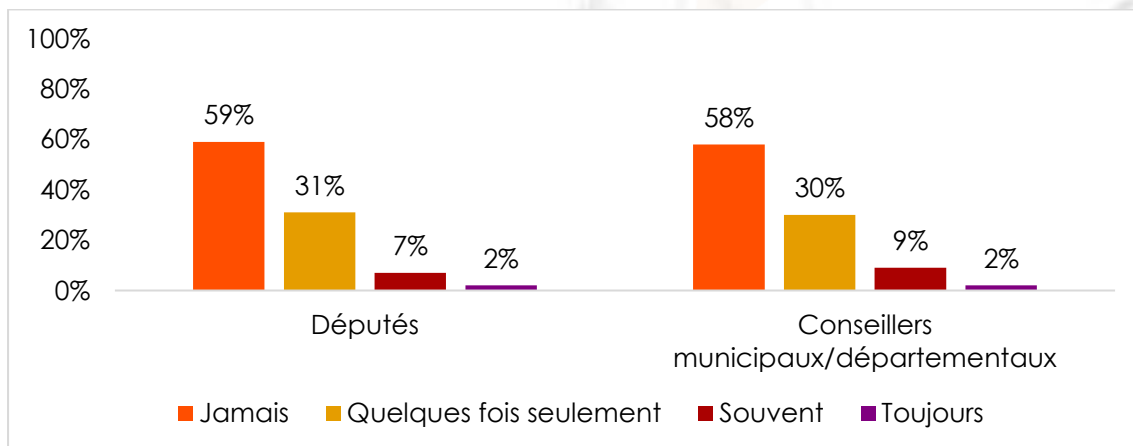


**Question posée aux répondants:** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion?

### Prise en compte des avis des citoyens

Près de six Gabonais sur 10 considèrent que les députés (59%) n'écoutent « jamais » ce que les citoyens ont à leur dire, et 31% disent qu'ils écoutent « quelques fois seulement » leurs avis. L'appréciation est presque identique chez les conseillers municipaux ou départementaux car 58% des répondants estiment qu'ils ne prennent « jamais » en considération ce qu'ils proposent et, pour 30%, ils ne le prennent en compte que « quelques fois seulement » (Figure 7). Juste un citoyen sur 10 pensent que ces élus leur écoutent « souvent » ou « toujours ».

**Figure 7: Les députés et les conseillers municipaux ou départementaux n'écoutent pas les citoyens | Gabon | 2017**



**Question posée aux répondants:** Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire?

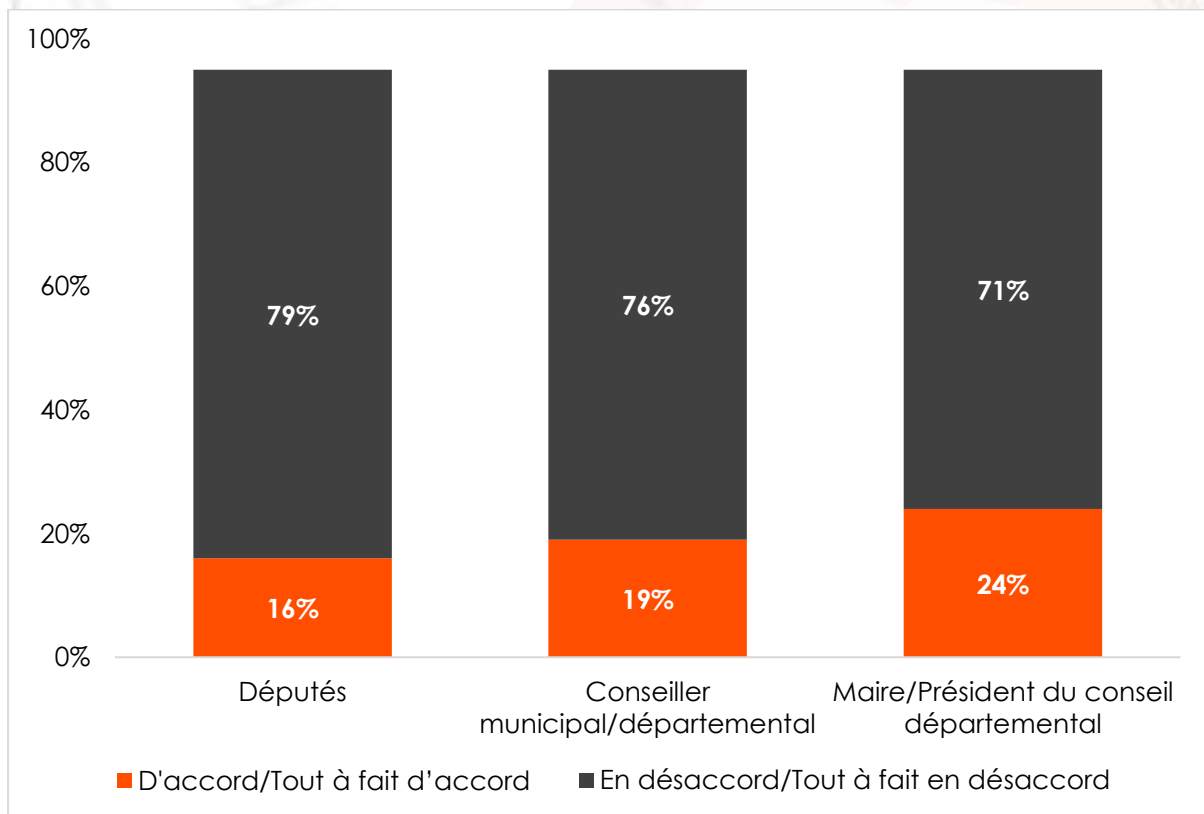
## Performance des députés et des élus locaux

Les Gabonais jugent mal la façon dont leurs députés et leurs élus locaux font leur travail. En effet, très largement, les Gabonais sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec les performances de leurs députés (79%), conseillers municipaux et départementaux (76%), et maires et présidents de conseil départementaux (71%) (Figure 8).

De même, ceux qui sont d'accord avec les performances du Parlement sont moins nombreux (16%) que ceux qui sont d'accord avec les performances des conseillers municipaux (19%) et encore moins que ceux qui apprécient positivement les maires (24%).

Ces appréciations ne varient pas beaucoup selon le genre ou le milieu des répondants. Ceux avec des qualifications post-secondaires sont en général moins favorables dans leur appréciation que les moins instruits (Figure 9).

**Figure 8: Performance des députés et des élus locaux | Gabon | 2017**

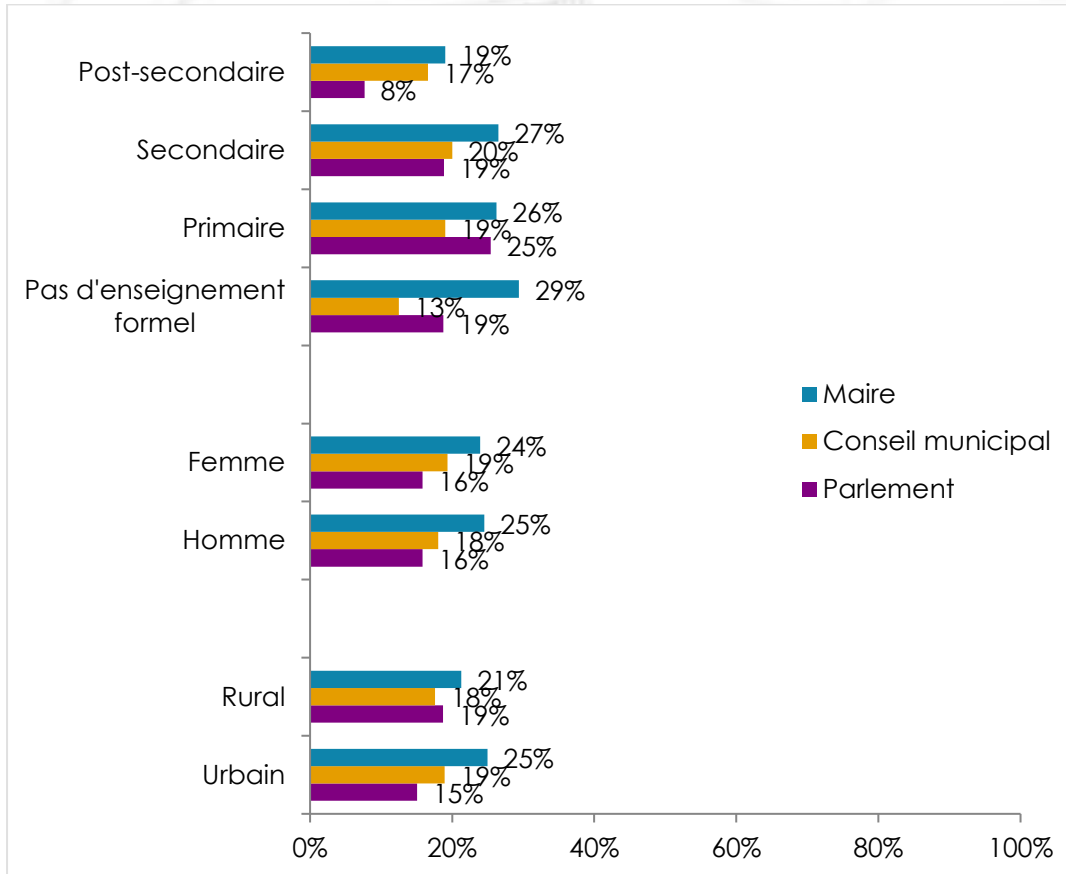


**Question posée aux répondants:** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer:

- Votre député au Parlement?
- Votre conseiller municipal ou départemental?
- Votre maire ou président du conseil départemental?

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre –  
 quels que soit la problématique, le pays et la série d'enquête.  
 C'est facile et gratuit à l'adresse  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Figure 9: Approbation de la performance des députés et des élus locaux** | par milieu de résidence, sexe, et niveau d'instruction | Gabon | 2017



**Question posée aux répondants:** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer:

- Votre député au Parlement?
- Votre conseiller municipal ou départemental?
- Votre maire ou président du conseil départemental?

(% de ceux qui déclarent « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

## Conclusion

Au regard des récentes élections, on peut dire que les élus du peuple, tant au niveau du Parlement qu'au niveau municipal, gagneraient à prendre en compte la perception qu'ont les Gabonais d'eux et de leur travail, afin d'améliorer leurs performances et acquérir ainsi plus d'électorat. Les résultats Afrobaromètre montrent que les Gabonais jugent négativement la performance de ces élus, ne leur font pas beaucoup confiance, et estiment pour la plupart qu'au moins certains des députés et des élus locaux sont concernés par les affaires de corruption. En plus, les citoyens n'ont pas l'impression que leurs élus veulent entendre ce qu'ils ont à leur dire.

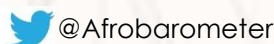
**Christian Wali Wali** est chercheur et investigateur national d'Afrobaromètre au Centre d'Études et de Recherche en Géosciences Politique et Prospective (CERGE), Gabon. Email: cwalwal@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université Étatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



**Dépêche No. 243, Afrobaromètre | 16 octobre 2018**